

page 201 lectures

PRE

Espionner, mentir, détruire. Comment le cyberspace est devenu un champ de bataille

Martin Untersinger

Paris, Grasset, 2024, 336 pages

Soldat de la cyberguerre

Arnaud Coustillière et Aude Leroy

Paris, Tallandier, 2024, 288 pages

Subversion: From Covert Operations to Cyber Conflict

Lennart Maschmeyer

Oxford, Oxford University Press, 2024, 352 pages

Face à ce qu'il est convenu d'appeler une « brutalisation » numérique des relations internationales, tant sont omniprésentes les cyberattaques, ces trois ouvrages entendent apporter nuance et pédagogie. Sous des regards croisés – un journaliste d'investigation, un ancien officier général de la Marine nationale et un universitaire –, l'enjeu cyber revêt ici une dimension concrète et dépassionnée, au sens où il est ramené au répertoire d'action des États sur la scène internationale. L'affaire n'est pas mineure, si l'on songe à la récurrence des débats (tant publics que stratégiques) depuis près d'une génération sur la survenue d'un « Pearl Harbor cyber ».

Enquêteur au *Monde*, spécialiste de l'espionnage et de la surveillance numérique, Martin Untersinger livre un récit construit en autant de briques que de verbes dans le titre : espionner, mentir, détruire. Le propos s'articule ainsi autour des trois ressorts du cyberspace dans la conflictualité contemporaine : industrialiser et massifier un espionnage qui devient numérique ; répandre des manipulations de l'information ; saboter des infrastructures critiques.

L'auteur distingue le volet économique du cyberespionnage de sa dimension stratégique. Le premier est indissociable de la prolifération d'un marché mondial des logiciels d'intrusion malveillants (*spyware*). Les pays qui ne sont pas réputés disposer de fortes capacités d'espionnage numérique peuvent ainsi faire comme les *hackers* aux compétences techniques limitées : il suffit d'acheter sur le marché des logiciels espions. La liste des clients de Pegasus, le logiciel espion développé par la société israélienne NSO Group, est longue : Hongrie, Inde, Kazakhstan, Rwanda, Maroc, Arabie Saoudite, etc. « Rejeton d'une course effrénée à l'armement dans le cyberspace », Pegasus illustre pour Untersinger un véritable tournant puisque le scandale, révélé dans la presse internationale en juillet 2021, permet une prise de conscience généralisée du recours à ces outils d'intrusion. Quant à la France, des pays proches ont espionné les plus hautes autorités par ce moyen et plusieurs journalistes ont été mis sur écoute par Pegasus, de même que des avocats et des activistes impliqués dans la question du Sahara occidental. Cet espionnage numérique profite également à des acteurs mus par des ambitions de puissance économique et industrielle, comme la Chine qui s'est lancée dans un

vaste effort de rattrapage technologique, y compris au moyen du cyberespionnage à l'encontre des États-Unis. Cette donnée alimente en retour les perceptions de la menace chinoise par Washington, tant sur le plan économique – l'espionnage numérique coûterait désormais près d'un point de pourcentage de produit intérieur brut chaque année au pays... – que stratégique.

Sans surprise, l'auteur revient sur les multiples facettes de la conflictualité numérique en Ukraine depuis 2014. Rassemblant les témoignages d'acteurs qui ont directement vécu les cyberattaques russes les plus conséquentes entre 2015 et 2017, il retrace les contours d'une offensive numérique russe contre ce pays qui a, certes, déjà fait l'objet d'une littérature tant journalistique qu'académique. Au printemps 2017, l'opération NotPetya paralyse la quasi-totalité des infrastructures critiques ukrainiennes : l'aéroport et le métro de Kiev, les chemins de fer, une partie du réseau hospitalier, des fournisseurs d'énergie, la poste, etc. En l'espace de quelques heures, un ordinateur sur dix est inutilisable, tandis que des effets de bord (NotPetya touche les entreprises Maersk, FedEx, Saint-Gobain, etc.) montrent que les assaillants russes n'ont pas su conserver leur maîtrise.

En contrepoint de la guerre d'Ukraine, l'ouvrage pointe une autre évolution notable de la conflictualité numérique : sa privatisation croissante. Les acteurs technologiques privés documentent les phases de compétition et d'affrontement des États *via* le cyberspace. Le plus souvent américaines, ces entreprises ne sont pas nécessairement neutres, nous explique Untersinger, et ne publient pas d'informations sur des cyberattaques susceptibles de mettre en cause les États-Unis. Au demeurant, ces acteurs privés sont en capacité d'agir : leur maîtrise des infrastructures leur confère un degré de connaissance intime de certains procédés tactiques, et leur puissance acquise leur donne une marge d'action face aux États.

Dans *Soldat de la cyberguerre*, coécrit avec la journaliste Aude Leroy, le vice-amiral d'escadre (2S) Arnaud Coustillière retrace les jalons de la construction de la cyberdéfense française. Outre sa carrière consacrée aux opérations maritimes, il a consacré deux décennies à moderniser les écosystèmes numériques et cyber du ministère des Armées. Directeur des systèmes d'information de la Marine (2006-2008), il a été chargé en 2008 du projet Cyberdéfense du ministère des Armées, puis a créé et commandé la cyberdéfense des armées de 2011 à 2017. Arnaud Coustillière a ensuite créé et mis en place la Direction générale du numérique du même ministère de 2017 à 2020.

L'auteur relate tant un processus institutionnel qui n'allait pas nécessairement de soi – les exemples de blocages bureaucratiques internes de toutes sortes abondent dans son récit – qu'une aventure humaine. C'est avec le Livre blanc de 2008 que naît une première impulsion en faveur d'une cyberdéfense institutionnalisée, mais aussi une dotation en capacités d'action informatique offensive, en appui des opérations militaires. Le contexte « cyber » d'alors était moins complexe qu'à l'heure actuelle mais déjà menaçant : un an auparavant, l'Estonie avait été paralysée par une série d'attaques par déni de service attribuées à la Russie ; puis le *malware* Conficker avait, en 2008, ciblé les réseaux informatiques de la Marine nationale,

en ne causant pas de dégâts instantanés mais mettant les systèmes visés à la merci de futures instructions.

Coustillière décrit de l'intérieur la cellule créée en 2009 en toute discrétion au sein du Centre de planification des opérations de l'État-major du ministère des Armées (la même année que l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – ANSSI –, placée elle sous l'égide de Matignon), qui donnera naissance en 2017 au Commandement de la cyberdéfense (ComCyber). Son premier commandant, l'auteur du livre, commence en 2013 avec une équipe de dix personnes qui montera en puissance au fur et à mesure de l'acuité des menaces et de la capacité de l'intéressé à obtenir des créations de poste. Les recrutés sont surtout des jeunes diplômés en majorité issus des sciences sociales, mais aussi des mathématiciens, cryptographes et spécialistes de l'Intelligence artificielle.

Pour l'amiral, la cyberdéfense, loin d'être une simple extension des forces armées, devient un domaine à part entière, requérant expertise et technicité. À partir de 2015, la menace incarnée par Daech embarque les équipes du ComCyber dans le champ des perceptions – autrement dit des actions de contre-propagande. À la lutte informatique défensive se superpose l'enjeu de la lutte informatique d'influence, devenue un domaine d'action éminent de la cyberdéfense française. Le propos d'Arnaud Coustillière est ici particulièrement instructif pour mesurer l'évolution du champ de cette cyberdéfense, des premières opérations en Afghanistan – le piratage des systèmes tactiques radio des talibans dans la vallée de Kapisa fin 2012 – aux échanges nourris avec les partenaires américains et estoniens, ainsi qu'à l'émergence des interférences numériques russes. Aboutissement de la démarche de l'auteur, le cyber est reconnu comme la sixième fonction stratégique par la loi de programmation militaire 2024-2030.

L'ouvrage du chercheur Lennart Maschmeyer analyse la conflictualité cyber sous l'angle d'un modèle stratégique hérité de la guerre froide : la subversion. Pour l'auteur, la subversion s'entend comme l'affaiblissement de la cible par l'exploitation et l'amplification des vulnérabilités de l'adversaire. Mode d'action privilégié, la « corruption stratégique » de responsables politiques ou de personnalités d'un pays cible permet de disposer de relais d'influence. Du point de vue des moyens militaires, la subversion recouvre deux modes d'action principaux, le sabotage et la propagande, parfois évoqués sous le prisme de leur accomplissement clandestin. Dans ce cadre, l'utilité comparative des moyens cyber est intermédiaire, estime Maschmeyer. Les activités cyber peuvent contribuer au sabotage en visant des infrastructures critiques (Stuxnet, NotPetya) ou en paralysant certaines activités (*ransomwares*). D'une manière générale, ces sabotages fonctionnent en altérant ou supprimant des données. Toutefois, les succès opérationnels dans ce domaine sont plus difficiles à traduire en succès stratégiques : ils créent généralement des nuisances plus ou moins durables mais n'altèrent pas fondamentalement les capacités adverses, notamment par rapport à d'autres formes de sabotage. Cela s'explique principalement en raison de la difficulté croissante à conduire des opérations clandestines dans la durée dans des systèmes sociotechniques complexes et malléables, mais aussi par le défi que représente la production d'effets tangibles

et durables sur les systèmes physiques, en comparaison avec les moyens cinétiques.

L'étude de cas sur les opérations en Ukraine depuis février 2022 souligne l'ampleur des données disponibles sur le conflit, mais également les points aveugles qui demeurent. L'auteur ne néglige pas de tirer toutes les implications du caractère fragmentaire des informations auxquelles il a eu accès, ainsi que des éléments de secret qui continuent d'entourer les acteurs et leurs opérations. L'ouvrage conclut en ouvrant des pistes importantes sur les conséquences de la conflictualité numérique, et du recours plus général à la subversion dans les relations internationales. Il met notamment en avant la tension à ce niveau d'analyse entre leur caractère stabilisateur (puisque'il s'agit d'un moyen supplémentaire de gestion non escalatoire des conflits) et leurs conséquences potentiellement déstabilisatrices (les effets stratégiques limités pouvant frustrer les décideurs). D'un côté donc, les dirigeants auraient des incitations fortes à recourir à la subversion ; de l'autre, ils pourraient être tentés dans certaines circonstances de basculer dans des opérations armées en raison des limites opérationnelles inhérentes à la subversion. Notamment, le recours aux cyberopérations serait de plus en plus normalisé et banalisé, ce qui présenterait un risque important d'effets systémiques en cas de perte de contrôle.

Julien Nocetti

Chercheur associé au Centre géopolitique des technologies
et au Centre Russie/Eurasie de l'Ifri

Relations internationales

ÉCRIRE L'HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES. GENÈSES, CONCEPTS, PERSPECTIVES. XVIII^E-XXI^E SIÈCLE

Laurence Badel

Paris, Armand Colin, 2024,
296 pages

C'est peu dire que, en une trentaine d'années, le champ de l'histoire des relations internationales (RI) a connu d'importants changements, tant dans ses perspectives que dans sa méthodologie. Le livre de Laurence Badel relève le défi de rendre compte de la profusion de la recherche en ce domaine, sous le double sceau de l'exigence scientifique et de la clarté pédagogique. L'ouvrage se présente comme une réflexion historiographique et épistémologique visant à « rassembler et ordonner les réflexions qui se sont succédé » ; une œuvre d'historienne donc et non de politiste.

Passée l'introduction, Laurence Badel ordonne son propos autour de six chapitres denses. Les deux premiers dressent un panorama passionnant de l'essor de l'histoire des RI, de l'histoire diplomatique – qui puise sa source dans l'étude juridique des traités – à l'histoire nationale des RI, marquée notamment par l'influence de l'école historique allemande et son fameux impératif de décrire les choses « telles qu'elles se sont passées ». Mais c'est bien l'expérience de la Première Guerre mondiale qui a donné forme à l'histoire moderne des RI, notamment par le recours à la pluridisciplinarité. Dans cette vaste fresque, Laurence Badel navigue avec un certain bonheur au sein des différentes traditions nationales européennes en soulignant les porosités

entre les travaux des *think tanks*, les recherches en RI, les travaux d'historiens proprement dits, jusqu'à évoquer l'influence actuelle du numérique.

Dans les chapitres suivants, Laurence Badel illustre avec une très grande clarté le renouvellement de la recherche historique dans le domaine des RI. Alors que pour Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle – et leur classique *Introduction à l'histoire des relations internationales* – il ne faisait aucun doute que l'étude des « forces profondes » qui animaient l'histoire des RI devait se focaliser sur les États et les hommes d'État, on assiste depuis une génération à une série de remises en cause ou d'approfondissements des cadres traditionnels d'analyse. C'est le cas des « catégories de l'international » (chapitre 3) ; les périodisations ont été réinterrogées, les appellations géographiques désoccidentalisées. Les « figures de l'international » (chapitre 4) ne se limitent plus aux chefs d'État mais comptent désormais dans leurs rangs celles du médiateur, de l'expert, du militant, sans oublier les femmes. Les liens entre les individus et la structure, l'« agentivité », mais aussi l'importance des émotions ont été mis en valeur. Il en est de même concernant les « lieux de l'international » (chapitre 5) ; si les États ont gardé une place prééminente, il faut compter aujourd'hui sur les entreprises, les fondations, les lieux sportifs ou médiatiques mais aussi la rue. Le dernier chapitre s'intéresse enfin à un objet original et négligé mais pourtant au cœur de l'histoire des RI : le corps.

On sort de la lecture de cet ouvrage avec l'impression d'avoir entre les mains à la fois un livre de référence en historiographie et une boîte à outils pour s'orienter dans le domaine de la recherche ; en somme, un bilan et une

invitation à aller plus loin. Comme l'avait noté en son temps Georges Duby, « l'histoire continue ».

Frédéric Munier

THE GREAT DECLINE: FROM THE ERA OF HOPE AND PROGRESS TO THE AGE OF FEAR AND RAGE

John Bone

Bristol, Bristol University Press, 2024, 304 pages

Le titre et le sous-titre de cet ouvrage avaient de quoi mettre l'eau à la bouche, même si son lien avec le champ des études internationales ne sautait pas aux yeux. Son thème annoncé, le déclin, traverse la réflexion historique et géopolitique depuis Edward Gibbon jusqu'à Paul Kennedy : comment les empires naissent, grandissent et inexorablement périclitent. Sauf que l'approche ici est sociologique, comme le laissent augurer les silhouettes carmin des manifestants en colère qui ornent la couverture. L'objet du livre de John Bone, professeur de sociologie à l'université d'Aberdeen, est d'exhumer les racines biologiques et sociales du malaise profond dans lequel les individus des sociétés occidentales seraient aujourd'hui plongés.

Vaste question qui, à en croire John Bone, recyclant les catégories de pensée marxistes, aurait une explication simple. Pour lui, le libéralisme serait le responsable de tous nos maux.

L'explication pourrait sembler simpliste. Pour autant, elle s'appuie sur une démonstration étayée qui convoque tous les champs du savoir, à commencer par la biologie, les neurosciences et

l'épigénétique. Pour John Bone, l'être humain est un animal pensant soumis à deux pulsions contradictoires : d'un côté le besoin de sécurité, de l'autre le désir de changement. L'histoire du monde est celle de la relation dialectique entre ces deux pulsions contradictoires, qui produit alternativement révolutions et retour à l'ordre.

Cette histoire a accouché au XIX^e siècle du libéralisme. Le système, dit-il, a prospéré grâce à quelques idées fallacieuses, telles que la main invisible du marché ou le ruissellement. Il a logiquement bénéficié du soutien des classes supérieures et rentières mais aussi, dans sa version contemporaine, de celui, paradoxal, des classes inférieures, auxquelles le mirage méritocratique a promis une ascension sociale en fait bien illusoire.

C'est avec ce prisme-là que John Bone examine quatre aspects caractéristiques de notre époque. Le premier est la place disproportionnée donnée à la finance ; le deuxième est le marché du travail qui, quand il ne prive pas d'emploi ceux que les machines ou l'Intelligence artificielle remplacent, fournit aux classes laborieuses des salaires à peine suffisants pour survivre ; le troisième est le logement, devenu objet de spéculation ; le dernier est le rôle des médias, qui ont créé des communautés éclatées où chacun trouve la confirmation de ses préjugés.

Le déclin annoncé dans le titre semble perdu de vue en cours de route. John Bone n'oppose pas un passé glorieux à un présent désespérant. S'il voue aux gémonies Reagan, Thatcher et la politique que ces deux dirigeants ont menée dans les années 1980, il n'a guère la dent moins dure pour Clinton ou Blair qui, dix ans plus tard, sous les oripeaux

d'une politique moins libérale, se sont bornés, selon lui, à des réformes de façade et n'ont pas remis en cause les présupposés du néolibéralisme. Bien sûr, il condamne l'accession au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis, de Boris Johnson au Royaume-Uni, frôlant le point Godwin, en y voyant les prémises d'une dérive fascistoïde. Mais, pour lui, ces dérives populistes et droitières constituent encore et toujours de tristes avatars du néolibéralisme qui ont réussi à étendre la fascination qu'il exerce sur les classes sociales qu'il asservit.

Yves Gounin

CONSEILLER LE PRINCE. À LA LUMIÈRE DE LA GÉOGRAPHIE POLITIQUE

Michel Foucher

La Tour d'Aigues, L'Aube, 2024,
296 pages

Michel Foucher nous embarque pour une promenade dans les grandes crises du monde, avec une boussole – la géographie politique –, sur un chemin balisé par des décennies d'expérience, universitaire et politique.

Il s'attache d'abord à cerner l'émergence (devenue impérialiste) de la notion de géopolitique, à laquelle il préfère celle de géographie politique. Il s'agit bien de réunir dans une même approche intellectuelle : des visions politiques du monde, des pratiques intellectuelles et des méthodes d'analyse des situations – le tout dans des logiques cartographiables, s'inscrivant concrètement dans l'espace.

On retiendra particulièrement les analyses de Michel Foucher sur les diverses

dimensions du continent européen et sur les crises du sud de la Méditerranée et du Proche-Orient.

L'auteur suit de manière très pertinente la réincarnation de la « confédération » proposée au début des années 1990 par François Mitterrand en Communauté politique européenne. Les deux propositions diffèrent en particulier par la présence ou l'absence de la Russie, mais elles expriment pour Foucher une même réalité : la diversité des espaces européens, même intégrés dans des logiques de coopérations.

En définitive, la question est bien celle des limites d'une Europe formée de nations qui, par elles-mêmes, définissent l'espace possible de l'exercice démocratique. On trouvera l'auteur optimiste, ou aventuré, lorsqu'il explique que les limites de l'Europe ont été clarifiées par l'agression russe contre l'Ukraine : une Europe définie par anti-phrasé, regroupant tout ce qui n'est pas « moscovite », et donc imperméable à toute évolution de l'histoire à venir ? On ne pourra, par contre, qu'approuver la vision de Michel Foucher d'un élargissement de l'Union européenne souple, progressif, différencié, rendant justice à la diversité géographique et politique du continent.

Le monde arabe et le Proche-Orient sont l'objet de développements très convaincants, à la fois méthodologique et politiquement. L'État palestinien n'existe que comme concept, la solution « à deux États » que comme représentation : elle est in-cartographiable, impossible à inscrire dans l'espace, du fait des stratégies israéliennes de colonisation – décrites très précisément dans leur redoutable diversité – et de l'impuissance palestinienne à représenter concrètement le territoire

à contrôler. La situation sur le terrain disqualifiant nombre de discours politiques – même de bonne volonté...

Michel Foucher démonte également à la fois l'idée de « nation arabe » – les révolutions de 2011 se sont faites sur des références nationales – et celle d'une recomposition de la région – fantasme américain du début du siècle –, ignorant l'héritage d'États qui ne doivent pas tout, contrairement à une idée répandue, au caprice des anciens colonisateurs.

On pourra être moins convaincu par les développements sur l'influence. Si l'auteur a raison de mettre en avant le concept de « référence », qui convient bien à la France, à sa capacité d'invention conceptuelle et à son image de modèle, la confrontation avec la réalité des crises d'aujourd'hui est cruelle : puissance dite d'« influence », ou d'équilibres, la France ne pèse guère aujourd'hui dans les grandes crises qui entourent l'Europe – face à la Russie, entre Israël et les Palestiniens, au Sahel et bientôt en Afrique de l'Ouest.

Les réflexions de Michel Foucher nous confrontent à la double exigence de penser les crises et de les gérer, sous le signe de Jankélévitch, qu'il cite en conclusion : « Le courage n'est pas un savoir mais une décision. »

Dominique David

CHOISIR L'AVENIR. 10 RÉPONSES SUR LE MONDE QUI VIENT

Nicole Gnesotto
Paris, CNRS Éditions, 2024,
248 pages

Sous une étrange couverture mêlant immeuble ravagé et ballons d'espoir,

Nicole Gnesotto nous entraîne dans le « chaos planétaire » : celui qui, après la glaciation de la guerre froide, semble s'imposer avec l'installation d'un « monde fluide et fragile ».

Les trois dynamiques de la planète rêvée par les Occidentaux des années 1990 – la dominance américaine, la mondialisation enrichissante et le modèle de raison européen – sont forcloses. Sous les explications conjoncturelles de cette mutation, s'affirme un mouvement de fond : la contestation globale d'un « ordre » international interprété, hors de notre petit nombre de démocraties, comme une domination occidentale, forme modernisée, « civilisée », de l'exploitation des siècles derniers. « Ce qui s'analyse en Occident comme le début d'un long désordre [...] est souvent perçu ailleurs comme le début de la modernité, la fin de l'obscurantisme, de la misère, de l'exploitation et de la stagnation de l'Histoire. »

Ceci étant reconnu – sans quoi toute analyse de crise s'en tiendrait au phénomène –, les problèmes concrets sont bien là, que parcourt Nicole Gnesotto. La multiplication des guerres réelles et l'extension de leurs espaces (cyber, espace...), alors qu'ont volé en éclats les dispositifs de contrôle et de régulation des armements élaborés pendant et à la sortie de la guerre froide. La crise des démocraties, au moment où elles sont assimilées à la domination occidentale, une crise souvent poussée par des revendications d'identité répondant à l'ouverture aux grands vents de la mondialisation. La crise de cette mondialisation elle-même : si l'ouverture est inscrite dans la dynamique des échanges d'aujourd'hui, et dans les technologies en développement, elle peut revêtir plusieurs formes, et l'on

ignore celle qui, demain, pourra combiner logiques commerciales et logiques géopolitiques. Quant à la dynamique technologique, elle fait sans doute lever les interrogations les plus graves sur l'avenir des communautés humaines : à travers, par exemple, les réponses opposées au changement climatique ou l'intégration de l'Intelligence artificielle...

Demeurent certes les grandes questions géopolitiques, et l'auteur porte son attention sur trois défis essentiels. Les rapports Chine/États-Unis, tout d'abord : un partage de puissance pourra-t-il s'établir ? Avec quels espaces d'action extérieure pour les deux acteurs ? L'avenir de l'Union européenne ensuite : demeurera-t-elle, et dans quelles frontières, un pôle démocratique ? Pourra-t-elle assurer seule sa sécurité ? Survivra-t-elle dans la course à la croissance économique ? Enfin, la nécessité de repenser nos rapports de démocraties riches avec le « Sud global ». Parce qu'il n'est « global », justement, que dans la dénonciation de nos actions, il nous faut redéfinir nos relations, pays après pays, avec les grands acteurs du monde de demain et ceux qui nous importent d'abord, au regard de notre histoire ou de notre géographie.

Nicole Gnesotto signe un essai stimulant, concluant sur différentes approches possibles de la paix. On en retiendra deux messages fondamentaux : nous avons changé de monde parce que la grande majorité des États ont désormais les moyens de contester les logiques occidentales d'organisation du système international ; et nul modèle de reconstruction de ce système, plus ou moins tenable, ne s'impose aujourd'hui.

« Libre à nous, donc. », dit-elle...

Dominique David

Histoire

MUNICH 1938. LA PAIX IMPOSSIBLE

Maurizio Serra

Paris, Perrin, 2024, 400 pages

« Munich » est devenu un symbole de l'abandon et de la lâcheté dans la gestion des relations internationales, conduisant, au nom de la sauvegarde de la paix, à une guerre que les démocraties britannique et française se refusaient à reconnaître inéluctable et qu'elles devront quelques mois plus tard mener dans des conditions plus défavorables : un « canon négatif », écrit Maurizio Serra.

Son livre permet d'éclairer les parallèles historiques, en apportant à la compréhension des événements de 1938 la profondeur, la richesse, l'intelligence et la sensibilité de son analyse.

Serra donne à la conférence qui aboutit à l'abandon et au démantèlement de la jeune Tchécoslovaquie toute sa profondeur humaine et historique et, partant, sa complexité. Mettant en lumière le rôle de Mussolini et ses ressorts complexes, il enrichit une lecture souvent simplificatrice, qui tire une morale *a posteriori* des dilemmes et erreurs de l'époque.

Il présente les protagonistes en s'appuyant sur une riche documentation universitaire et sur les écrits des contemporains. La confrontation des sources, mais aussi le talent littéraire, la finesse psychologique de Maurizio Serra, donnent à son étude la crédibilité d'un travail d'historien en même temps que la séduction d'un texte littéraire.

Qu'il s'agisse de Chamberlain, de Daladier, de François-Poncet ou de son homologue britannique Henderson, ambassadeur à Berlin, les portraits sont sans complaisance, mais propres à faire comprendre plutôt qu'à juger. C'est encore plus vrai de Mussolini et de ses diplomates, mais aussi de Beneš et des autres figures majeures du drame.

Maurizio Serra identifie les germes de la crise de 38 dans les traités de paix et le « volontarisme brouillon » qui a présidé au démantèlement de l'Empire austro-hongrois. « Il était relativement facile de réduire l'ex-empire à un moignon d'État autrichien : encore fallait-il que ses successeurs se montrent viables et désireux de coexister. » La Tchécoslovaquie, principale bénéficiaire des traités, est rapidement devenue, par son évolution politique et économique, le « joyau de la couronne des traités de paix ». Coïncidant avec une période de détente, cette réussite a bientôt attisé l'hostilité et les convoitises. Parmi les atteintes portées impunément par Hitler aux accords de paix, Maurizio Serra souligne notamment les événements qui ont mené à l'*Anschluss*, l'indifférence à l'Ouest, et l'inquiétude qu'en ressent alors Mussolini.

Il présente celui-ci, en 1938, non comme le commis d'Hitler mais comme un fin tacticien, poursuivant les intérêts de l'Italie qui n'étaient pas, alors, l'alignement sur une Allemagne qui risquait de l'entraîner dans la guerre, trop tôt, et sur des théâtres qu'il ne voulait pas.

L'auteur détaille les clauses obtenues à Munich, contraires au plan Ribbentrop, et qui auraient pu, si la cohésion entre Londres, Paris et Rome avait été soutenue, limiter le démantèlement.

Nul ne sort indemne de cette remarquable étude, même si Chamberlain

porte une responsabilité majeure. Ce qui en ressort n'est pas la tant l'accumulation des manquements des hommes, que la faiblesse de nations qui n'étaient pas remises de l'horrible saignée de la Grande Guerre et qui, malgré l'alliance d'hier, ne se faisaient pas confiance, et, au total, le « climat moral des années 1930 », « de démission généralisée d'une Europe incapable de retrouver son identité et d'en régénérer les sources ».

Claude-France Arnould

WEAPONS IN SPACE: TECHNOLOGY, POLITICS, AND THE RISE AND FALL OF THE STRATEGIC DEFENSE INITIATIVE

Aaron Bateman

Cambridge, MIT Press, 2024,

336 pages

Pourquoi le processus de maîtrise des armements dans le domaine spatial initié à la fin de la guerre froide n'a-t-il donné lieu à aucun accord ? En quoi cet héritage explique-t-il les impasses rencontrées aujourd'hui ? Aaron Bateman apporte ici un début de réponse dans un ouvrage remarqué, écho d'une thèse de doctorat sur l'Initiative de défense stratégique (IDS).

Si l'ouvrage n'est pas le premier sur le sujet, il participe, sur la base d'archives récemment déclassifiées et minutieusement exploitées (essentiellement américaines et britanniques), à renouveler les réflexions en se concentrant sur la dimension technologique de l'IDS, en la replaçant dans le contexte large de la militarisation de l'espace et en établissant des liens avec la stratégie spatiale de l'administration Reagan. Bateman rappelle ainsi avec profit que les années

1970 et 1980 sont témoins d'importantes transformations dans les utilisations militaires de l'espace, incitant États-Unis et URSS à mieux intégrer les satellites dans leurs outils militaires et à développer des moyens antisatellites (ASAT). Ces développements n'ont pas participé à rendre l'IDS inévitable, mais constituent des éléments clés pour comprendre son histoire et expliquent pourquoi son ombre continue de porter quatre décennies plus tard.

L'« enchevêtrement IDS-ASAT », c'est-à-dire l'impossibilité de séparer les technologies antimissiles balistiques et anti-satellites, est un thème récurrent du livre. Il démontre, selon l'auteur, que les choix technologiques ne peuvent être dissociés des décisions ou préférences politiques. En l'occurrence, l'IDS a été lancée non à l'issue d'un processus bureaucratique interministérielisé, mais d'une décision *top-down*. Ses implications en termes de défense et de politique étrangère étaient d'autant plus difficiles à maîtriser que l'IDS était avant tout un regroupement d'efforts de R&D, et qu'aucun acteur n'avait d'idée précise, *a fortiori* partagée, sur le système concret qui pourrait lui être associé, au-delà de la vision générale. La connexion avec les ASAT a imposé une vision maximaliste de la liberté d'action dans l'espace, et a fermé la porte à toute initiative féconde de stabilisation stratégique dans l'espace. Elle a également suscité un besoin d'explication constant auprès des alliés, notamment européens, inquiets face au risque d'une course aux armements dans l'espace et d'un élargissement du fossé technologique, mais ambivalents et désorganisés quant à la réaction à adopter.

L'IDS, présentée dans les discours de Reagan comme un outil de paix, impliquait en pratique le déploiement

d'« armes spatiales » pouvant être utilisées de manière offensive. L'auteur donne une place de choix aux tensions générées par le projet avec l'URSS, les alliés et l'opinion publique. Ces tensions, qui courent tout le long de l'ouvrage, entrent en forte résonance avec notre actualité. Elles ont de fait pour point commun la question centrale, et toujours ouverte, du niveau acceptable de militarisation des activités spatiales. Alors que la normalisation de l'espace comme théâtre de conflictualité et la levée de certains verrous technologiques et industriels laissent envisager à nouveau la possibilité de parachever la vision de Ronald Reagan, la mise en perspective nouvelle proposée par Aaron Bateman apparaît non seulement bienvenue, mais extrêmement pertinente.

Guilhem Penent

Économie

TAMING THE CYCLES OF FINANCE? CENTRAL BANKS AND THE MACRO- PRUDENTIAL SHIFT IN FINANCIAL REGULATION

Matthias Thiemann

Cambridge, Cambridge University Press, 2024, 352 pages

Matthias Thiemann est professeur associé de politique publique européenne à Sciences Po Paris. Dans cet ouvrage qui est le fruit de plusieurs années de réflexion et d'interviews de banquiers centraux et d'économistes, il analyse l'évolution des politiques macroprudentielles (PMP) aux États-Unis, en

Europe et au Royaume-Uni. Les PMP regroupent l'ensemble des outils permettant aux banques centrales et autorités de régulation de surveiller et de prévenir les risques systémiques susceptibles de se manifester au sein du secteur bancaire, de la finance de l'ombre (*shadow banking*) et des marchés financiers.

Le développement des PMP s'est accompli de façon chaotique et incrémentale. Elles trouvent leur origine dans les travaux menés par Charles Kindleberger et Hyman Minsky dans les décennies 1970 et 1980. Les deux économistes avaient compris que les cycles d'endettement engendraient une mauvaise allocation des ressources financières. Pour remédier à ce problème, ils avaient insisté sur le rôle que les régulateurs financiers pouvaient jouer en intervenant préventivement pour empêcher les crises. Délaissées durant les premières années de globalisation, leurs analyses ont connu un regain d'intérêt à la suite de la crise asiatique de 1997-1998.

C'est d'abord sous l'égide de la Banque des règlements internationaux que les premières PMP sont élaborées. La faillite de Lehman Brothers en 2008 sert de véritable catalyseur et incite les banques centrales et les autorités de régulation des États du G20 à redoubler d'efforts en matière de recherche économique, afin de déterminer quels outils sont les mieux adaptés pour contenir le risque systémique. On assiste alors à des débats acharnés dans les banques centrales et les milieux académiques. Par exemple, certains économistes (souvent défenseurs de l'hypothèse des marchés financiers efficients) considèrent que toute mesure macroprudentielle doit reposer sur des études

empiriques poussées, elles-mêmes fondées sur des bases de données conséquentes. Pour d'autres chercheurs, cette approche est stérile car elle ralentit l'action des régulateurs.

Fondamentalement, deux conceptions des PMP se font face : d'un côté celle qui privilégie la résilience du système financier ; de l'autre celle qui plébiscite les mesures contracycliques en période de hausse des indices boursiers. Force est de constater que ce sont les partisans de la première conception qui se sont imposés, comme l'atteste le recours régulier à des *stress tests* pour mesurer la solidité des banques face à une crise. Des ratios ont également été mis en place pour encadrer la prise de risque des établissements financiers (en particulier concernant leur liquidité et leur endettement).

Matthias Thiemann montre que l'élaboration et l'instauration des PMP ont provoqué des luttes de pouvoir au sein des banques centrales, entre entités de régulation et entre gouvernements. Les États-Unis se sont ainsi souvent alignés sur les intérêts de l'industrie de la finance. Plus globalement, Américains et Européens ont échoué à superviser l'activité de *shadow banking* : voilà qui est particulièrement inquiétant pour la stabilité financière mondiale à moyen terme.

Norbert Gaillard

Nouvelles technologies

ENERGY'S DIGITAL FUTURE: HARNESSING INNOVATION FOR AMERICAN RESILIENCE AND NATIONAL SECURITY

Amy Myers Jaffe

New York, Columbia University

Press, 2024, 248 pages

Amy Myers Jaffe publie un livre qui contraste avec le discours industrialo-décliniste en vogue dans certains pays européens, où les préoccupations se concentrent sur les prix trop élevés de l'électricité ou du gaz et la faible productivité qui érodent les industries. Aux États-Unis, l'auteure montre que la bataille qui se joue est tout autre : il s'agit de gagner la suprématie sur les technologies bas carbone et digitales de l'énergie qui révolutionnent déjà la manière dont on transporte, consomme, stocke l'énergie, se déplace, ou comment sont produits les biens et services. Après le rappel de la puissance américaine dans ce domaine, l'essor de la Chine (l'Europe n'est jamais mentionnée) est d'emblée identifié comme une menace existentielle. À l'image des GAFAM – qui à eux seuls investissent autant en R&D que le Japon –, les États-Unis sont appelés à redoubler d'efforts pour maîtriser et déployer les technologies d'automatisation, de pilotage intelligent, d'internet des objets, de stockage, d'optimisation des données... L'enjeu est d'avoir les politiques pour y parvenir.

L'auteure rappelle que le changement arrive très vite et très fort, depuis plus longtemps qu'on ne le croit. Au début du XX^e siècle, les chevaux en ville sont remplacés par des véhicules à batterie,

qui eux-mêmes sont ensuite remplacés après la Première Guerre mondiale par le véhicule à combustion interne. Il y a cent ans, Henry Ford et Thomas Edison envisageaient même des véhicules à motorisation hybrides !

Le défi pour la puissance publique est de ne pas contraindre les trajectoires, ou de penser le changement seulement par le simple remplacement des technologies, et non pas comme un nouveau système. Par exemple, la mobilité sera automatisée et partagée, le système électrique sera de plus en plus décentralisé, et les consommateurs y joueront un rôle grandissant. Derrière toutes ces technologies se cachent des enjeux de normes, de standardisation, des brevets et d'investissements, d'où une rivalité exacerbée avec la Chine qui est très avancée et opère à des rythmes et échelles d'innovation, de production et de déploiement sans précédent.

Ce qu'Amy Myers Jaffe ne dit pas, c'est combien toutes ces technologies, supposées être ultra-efficaces, comme l'impression 3D ou la 5G, vont consommer d'énergie et de matières premières, ni quand et comment elles seront déployées à grande échelle, et si *in fine* le bilan sera positif ou pas. En attendant, le monde continue de tourner au pétrole mais, comme le souligne l'auteure, le pic de demande n'est plus si loin et nécessitera une approche coordonnée pour organiser le déclin.

Une recommandation est particulièrement importante : pour espérer rester dans la course technologique, il faut s'ouvrir à ces changements. Cela vaut pour les États-Unis mais aussi pour l'Europe.

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Europe

DANS LA FORGE DU MONDE. COMMENT LE CHOC DES PUISSANCES FAÇONNE L'EUROPE

Pierre Haroche

Paris, Fayard, 2024, 224 pages

Le propos de Pierre Haroche est à la fois banal et original. Banal quand il décrit le déclin de l'Europe dans le monde par rapport aux siècles passés et quand il braque le projecteur sur le rapport entre la construction européenne et l'évolution du monde. Original quand il met des mots, des concepts et des analyses sur le processus et son évolution : de l'Europe « impériale », prolongeant ses rivalités de puissance par les conquêtes coloniales, dominant et unifiant le monde, à l'Europe « subordonnée », unifiée pendant la guerre froide par la pression américaine et par la menace soviétique, à l'Europe « provinciale », qui n'est plus au centre du monde, perd son influence en Afrique et doit se positionner par rapport aux puissances extérieures. C'est dans la « forge du monde » que s'est joué et continue de se jouer le destin du continent.

Ce n'est pas le moindre intérêt de ce livre que de manier une langue claire, des concepts simples et des formules chocs (« le monde a soudé l'Europe en la détrônant », l'Europe est passée de « bouche à feu » à « ventre mou » du monde). L'auteur se laisse parfois entraîner par son lyrisme mais ses arguments sont souvent pleins de bon sens et de pertinence, appuyés sur une solide culture historique (il a par ailleurs écrit une anthologie de l'idée européenne) et

une fine connaissance des débats académiques récents. Pierre Haroche observe avec raison le décentrement du théâtre européen, devenu périphérique par rapport à l'affrontement stratégique en Asie, et ce qu'il écrit sur la période la plus récente – avec une Union européenne qui ne peut plus compter automatiquement sur la garantie américaine et doit redécouvrir la puissance militaire face à une Russie agressive et la géoéconomie face à une Chine conquérante – décrit bien l'état des problématiques actuelles.

Pour autant, l'ouvrage soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses sur la direction du projet européen. Il prend pour acquise l'intégration supranationale et sa dimension cosmopolite. Il ne traite guère de la montée des nationalismes et des populismes, du défi migratoire ou des menaces sur l'état de droit. Le Brexit n'est pas mentionné, non plus que les défis des élargissements à venir ou les clivages intra-européens. Et il enterre un peu vite le rôle que peut encore jouer la puissance européenne dans l'aire africaine et méditerranéenne.

Surtout, son propos sur le rapport aux États-Unis reste ambigu : l'auteur laisse penser que la puissance européenne pourra investir pleinement le champ de la défense, ce qu'elle n'a pu faire jusque-là, tout en relevant avec justesse que la guerre en Ukraine a confirmé le primat de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord dans la défense collective de l'Europe. L'Europe « provincialisée » est-elle vraiment sortie de sa subordination par rapport à la puissance américaine, dictée par sa dépendance du parapluie nucléaire américain et une commune appartenance à la civilisation occidentale (facteurs sur lesquels l'auteur ne s'attarde guère) ? Et

n’y a-t-il pas d’autres scénarios possibles : celui de la fragmentation, par exemple, si les États-Unis se retirent ? Ou l’Europe pourrait-elle aller jusqu’au bout de la provincialisation pour devenir une grande Suisse prospère à l’écart des rapports de force mondiaux ? Elle est sans doute trop puissante encore pour prendre ce chemin. Mais ce sont là des réflexions qu’appelle la lecture de ce livre stimulant.

Maxime Lefebvre

ENGRENAGES. LA GUERRE D’UKRAINE ET LE BASCULEMENT DU MONDE

Pierre Lellouche
Paris, Odile Jacob, 2024,
368 pages

Loin d’un *mainstream* qui se satisfait trop souvent d’encourager les Ukrainiens à mourir pour nous devant l’ogre russe, Pierre Lellouche considère la guerre d’Ukraine depuis sa généalogie jusqu’à ses conséquences, qu’il juge massives.

Les historiens en jugeront mais, dit-il, cette guerre devait, pouvait, être évitée. Il aurait fallu pour ce faire que l’Occident comprenne mieux le caractère complexe de l’affirmation de l’État ukrainien – la nation ukrainienne, elle, se cristallise pour l’essentiel dans la guerre actuelle –, ainsi que la volonté de Moscou de ne pas voir l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) s’étendre jusqu’à l’intérieur de ce qu’elle considère comme la Russie historique et, surtout, que l’Ouest accepte de négocier – y compris sur les propositions de Moscou avant le conflit –, de parler politique avec l’ensemble des

acteurs, sans confondre son arrogance avec la défense de la démocratie.

Mais la guerre est là, dévastatrice, et il faudra bien y mettre un terme. L’Ukraine ne peut pas l’emporter à ses termes officiels – recouvrer l’immédiat contrôle de tous les territoires occupés par la Russie –, et elle ne peut espérer mener dans la durée une guerre de haute intensité. Sans parler de l’érosion prévisible – à quelle vitesse ? – des soutiens occidentaux. Il faut donc imaginer une sortie politique, qui ne peut être proposée que par les États-Unis, en coordination étroite avec Kiev, et les grands États européens. Avec cette question non résolue : hors appartenance à l’OTAN (refusée par Washington), quelles garanties de sécurité concrètes apporter à Kiev ? Les pays occidentaux ont jusqu’ici soigneusement évité de s’engager sur le sujet...

La sortie de guerre sera donc rude – pour les Ukrainiens surtout, mais aussi pour leurs soutiens, contraints de parler concrètement de modalités complexes. Mais c’est bien au-delà de cette sortie de guerre qu’il faut se projeter, nous dit Pierre Lellouche : la guerre d’Ukraine signe un basculement du monde.

Éléments du diagnostic : la prolifération nucléaire – horizontale mais aussi verticale – est de retour, crédible, et dans de vastes régions du monde. Le système mondial se fragmente, tout en se reconstituant autour de mots d’ordre et d’alliances ponctuelles anti-Occident ; il n’y aura pas à vue humaine de retour à un « ordre mondial ». Il faut donc penser la gouvernabilité d’un système éclaté et instable. Dans ce monde, la faiblesse de l’Union européenne est emblématique : pas de défense, beaucoup de discours, une politique de sanctions suiviste et impuissante... Quant à

la France, elle semble osciller entre ses propres contradictions – des virages diplomatiques imprévisibles et inexplicables – et un myope investissement dans une politique européenne largement inexistante.

Il faut donc tout revoir. Redéfinir les rapports de la France avec de grands alliés européens sans forcément en passer par une Union de moins en moins « géopolitique » et gouvernable, peut-être dans le cadre d'un « noyau dur » politique et diplomatique. Revoir notre appareil de défense, qui ne correspond à aucun des défis annoncés. Repenser nos rapports avec un Sud certes éclaté mais uni pour nous dénoncer. Et inventer de nouveaux moyens de stabilisation en Europe, à l'heure où l'Amérique se tourne manifestement vers d'autres horizons.

Le programme est large mais l'analyse exigeante de Pierre Lellouche pose sans fard les défis d'un monde neuf. Le bricolage n'est plus à l'ordre du jour.

Dominique David

LE DIPLOMATE ET LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER. COMPRENDRE LES PRATIQUES DE L'ÉTAT ENVERS SA DIASPORA

Christian Lequesne
Paris, Presses de Sciences Po,
2024, 176 pages

Après son *Ethnographie du Quai d'Orsay* (Paris, CNRS Éditions, 2017), fruit d'une enquête de terrain, Christian Lequesne renoue avec sa méthode pour observer avec une rigueur d'entomologiste la

relation du « diplomate » avec les Français de l'étranger. En près de 90 entretiens, de Tokyo à Londres, de la Côte d'Ivoire à Israël, l'auteur comble une lacune des sciences sociales françaises. En sept chapitres et une conclusion, le tableau se dégage, clair et net, de pratiques encore largement ignorées par la littérature. Il est éclairé par les rappels du contexte historique – celui de l'ancienneté de la fonction de protection consulaire –, par une mise en regard comparée des approches adoptées par d'autres États, et par une exploitation des archives diplomatiques. Les témoignages et anecdotes recueillis lors de l'enquête de terrain permettent d'entrevoir les coulisses de ce monde.

Le périmètre de cet ensemble composite est difficile à cerner, tant s'y logent des catégories très différentes : expatriés, binationaux – près d'un tiers des Français de l'étranger –, émigrés qualifiés au retour incertain, étudiants ou encore retraités en quête de soleil. Si les registres consulaires, sur lesquels l'inscription est facultative, comptent 1,7 million d'inscrits, certaines estimations évaluent le total des Français de l'étranger au double de ce chiffre.

Au-delà des statistiques, l'angle exploré par l'auteur est celui de la relation entre l'État – le « diplomate » – et ses citoyens dispersés autour du monde. Un premier constat est celui d'une intégration forte de cette communauté, définie juridiquement par un statut de « Français établis hors de France », dans l'ensemble national. Les racines plongent loin, dans le passé colonial, lorsque les colonies étaient dotées d'une représentation dans les institutions de la République. À la protection consulaire prévue par le droit international se superpose une « culture unitaire de la citoyenneté nationale garantie par

l'État : les droits accordés à la diaspora doivent être les mêmes que ceux des individus vivants à l'intérieur des frontières du pays ».

Moyennant quoi la France garantit à ses citoyens de l'étranger un ensemble de services que ne fournit aucun autre État. Outre la représentation par des sénateurs, députés et conseillers, élus au suffrage universel, direct ou indirect, on y trouve des services d'état civil – qui font ressembler un consulat à une « mairie installée à l'étranger » –, des « lycées français », certes largement ouverts à des élèves non français, des bourses scolaires et des aides sociales, accordées sous conditions de nationalité et de ressources – que les intéressés paient ou non leurs impôts en France. Cet ensemble de prestations relève de la « tradition pastorale du pouvoir », selon la formule de Michel Foucault.

Le second constat dressé par l'auteur est que, contrairement à certains pays, notamment du Sud, qui instrumentalisent leurs diasporas au service de l'intérêt national, la France, imprégnée d'une culture régaliennne, reste, dans l'ensemble, réfractaire à la mobilisation de sa communauté dans le déploiement de sa diplomatie d'influence. Symptomatiquement, cette communauté est d'ailleurs absente, relève l'auteur, dans la « feuille de route de l'influence » publiée en 2021 par le ministère.

Pierre Buhler

SE SACRIFIER POUR LA CAUSE. TRAJECTOIRES DES FEMMES JIHADISTES

Romain Sèze

Paris, CNRS Éditions, 2024,

304 pages

Romain Sèze, auteur d'une thèse de doctorat en sociologie sur les imams de France, a été recruté par l'administration pénitentiaire pour apporter son savoir-faire de chercheur spécialisé sur l'islam et la radicalisation. Il a notamment été missionné pour réaliser une étude sur les femmes impliquées dans des affaires de terrorisme, condamnées ou détenues dans l'attente de leur procès.

Sa recherche s'est déroulée entre mars 2020 et janvier 2021, soit avant l'évolution de la politique à l'égard des femmes détenues dans les camps du nord-est de la Syrie : en 2022 et 2023, la France a rapatrié 56 de ses ressortissantes qui s'étaient engagées dans les rangs de Daech. À la suite de ces rapatriements, le nombre de femmes terroristes dans les prisons françaises a significativement augmenté. Elles sont aujourd'hui une centaine et représentent un quart des détenus pour faits de terrorisme, alors que les femmes ne représentent que 3,6 % de la population carcérale.

Romain Sèze a bénéficié d'un accès privilégié au terrain : il a pu interroger 25 détenues et analyser 120 rapports produits par des professionnels affectés à des quartiers d'évaluation de la radicalisation. Il a ainsi pu retracer le parcours de 61 femmes, dont la moyenne d'âge au moment de la commission des faits était de 23,5 ans. Les faits en question relèvent de quatre catégories : 23 % des femmes ont eu un rôle de soutien logistique, 29 % ont préparé un départ

en zone syro-irakienne, 51 % y sont effectivement parties et 26 % ont été impliquées dans des projets d'attentat sur le territoire français.

Ces femmes proviennent en majorité (61 %) de familles déstructurées, avec des problématiques récurrentes de violences (parfois sexuelles) intrafamiliales. Elles sont globalement peu éduquées : 51 % n'ont aucun diplôme et seulement 35 % ont le baccalauréat. On compte beaucoup plus de converties à l'islam (45 %) que chez les hommes incarcérés pour des faits de terrorisme (25 %). Une autre différence de genre frappante a trait aux antécédents judiciaires : 3 % des femmes en ont contre 39 % des hommes.

La majorité (59 %) de l'échantillon étudié s'est radicalisée par l'intermédiaire d'internet. L'auteur note : « Il s'agit presque toujours d'un usage des réseaux sociaux qui mène à lier des relations avec des hommes, souvent à la faveur de rapports de séduction. Les réseaux sociaux sont l'espace au sein duquel elles ont rencontré l'homme avec lequel elles se sont engagées : ce chiffre de 59 %, ajouté au rôle initiateur du conjoint (20 %), souligne la force des réseaux matrimoniaux, qu'ils soient virtuels ou physiques, dans l'entrée d'une carrière militante. »

Romain Sèze remet en cause le cliché des jeunes filles naïves, endoctrinées par des hommes manipulateurs. Il démontre que les rapports de genre sont beaucoup plus complexes et que nombre de femmes font preuve d'agentivité, même lorsqu'elles sont cantonnées à un rôle domestique. Si les hommes « s'inscrivent dans l'immédiateté de la lutte armée », leurs épouses « contribuent plus discrètement à la perpétuation de cette lutte » en élevant

leurs enfants dans l'idéologie djihadiste. « Le *care* apparaît ici comme une modalité de la guerre, qui siège fondamentalement dans l'espace domestique. » En somme, on pourrait s'inspirer de la maxime de Clausewitz : « La politique nataliste de Daech est la continuation de la guerre par d'autres moyens. »

Marc Hecker

DGSE. LA FABRIQUE DES AGENTS SECRETS

Jean-Christophe Notin

Paris, Tallandier, 2024, 336 pages

Issu d'un documentaire, l'ouvrage s'ouvre par un entretien avec l'ancien directeur général de la DGSE Bernard Émié qui, outre le panorama général des menaces internationales contemporaines, explique le sens de la réforme structurelle entreprise en 2022 et qui transforme l'organisation héritée du début des années 1990. D'un modèle à cinq directions (renseignement, opérations, technique, administration et stratégie) considérées comme trop cloisonnées, on comprend, à la lecture des témoignages, que trois directions (technique et innovation, recherche et opérations, administration) et un secrétariat général pour l'analyse et la stratégie sont désormais mis au service de sept centres de missions ayant vocation à produire le renseignement sur des thématiques ou des aires géographiques.

À la fois exercice de communication de la DGSE et corpus de témoignages précieux pour l'observateur, l'ouvrage a le grand mérite de proposer un panorama (complet ?) des métiers qui animent le cycle de renseignement, notamment en

matière de contre-prolifération (deux officiers supérieurs, interprète image, analyste) et de contre-terrorisme (directeur, officier supérieur, linguiste-traducteur, interprète de données techniques). On signalera également le témoignage particulièrement instructif d'un chef de poste à l'étranger – une dimension encore peu connue des études sur le renseignement. Enfin, une dernière séquence est consacrée aux activités de la direction de la recherche et des opérations, à travers le témoignage de son directeur, d'agents du service action, d'experts en renseignement humain et d'un ingénieur en système embarqué.

Chacun sera juge de la réussite de l'exercice de communication et de la richesse des témoignages, tous organisés selon la même trame : conditions et circonstances du recrutement, premières impressions, formations, questions thématiques ciblées en fonction de l'interlocuteur. Cette trame permet de comparer les motifs avancés par certains agents quant à leur volonté de rejoindre la DGSE, mais aussi d'appréhender l'enjeu des parcours de carrière, de la fidélisation, des contraintes inhérentes au respect du secret de la défense nationale, etc.

Indépendamment des considérations thématiques ou professionnelles avancées par les interviewés, il se dégage des entretiens une « tonalité » spécifique propre à la dialectique de la normalité et de l'exception telle qu'a pu l'identifier un ouvrage savant récemment publié (B. Guillaumin, *L'appareil français de renseignement. Une administration ordinaire aux attributs extraordinaires*, Paris, Mare & Martin, 2024). C'est là sans doute l'élément le plus frappant : point ici de références appuyées aux

dimensions fictionnelles éculées pointant vers le renseignement comme activité trépidante et picaresque. Au contraire, il se dégage de la lecture une intéressante sensation de normalité, de procédures, de contrôles, aux antipodes de toute vision romanesque du renseignement. Au fond, cette tonalité résonne comme la traduction, incarnée dans les entretiens, du discours entretenu depuis une dizaine d'années par les autorités françaises sur le renseignement comme politique publique « comme les autres ». L'ouvrage trouvera ainsi utilement sa place dans la bibliothèque idéale de la culture générale du renseignement et comme lecture pour celles et ceux qu'intéresse la « sociologie de l'équipe clandestine » (Dewerpe, 1994).

Benjamin Oudet

Afrique

SE NOURRIR, LE DÉFI DE L'AFRIQUE

Pierre Jacquemot

Paris, Karthala, 2024, 220 pages

Nourrir deux milliards et demi d'Africains en 2050, soit deux fois plus que la population actuelle : le défi paraît inatteignable.

Comment répondre à une demande alimentaire croissante, sous la contrainte d'un climat dérégulé, en préservant l'environnement et sans accroître la dépendance des importations, alors que plus de 300 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave ?

En Afrique, les rendements sont extrêmement faibles. Produire plus intensément est donc incontournable. L'auteur compare l'efficacité des différents modèles d'intensification (conventionnelle, biotechnologique, agroécologique), nécessitant des techniques culturelles innovantes, de nouveaux modèles de production et des politiques agricoles et alimentaires appropriées aux situations spécifiques de chaque pays. Il n'y a pas une mais des Afriques. L'hétérogénéité et la richesse des pratiques, avec un large spectre d'innovations, sont mises en avant, illustrant la diversité des solutions.

La proportion de population qui souffre de la faim est bien plus importante en Afrique que dans d'autres régions du monde – près de 20 % contre 8,5 % en Asie et 6,5 % en Amérique latine. L'auteur souligne la nature multidimensionnelle de la sous-nutrition. Au Maroc, le manque d'eau est aggravé d'une surexploitation des ressources hydriques : la disponibilité en eau dans les années 1960 était quatre fois supérieure. Le bilan n'est pas meilleur en Algérie ni en Tunisie.

La thèse selon laquelle l'Afrique disposerait de vastes terres à cultiver est démentie : les bonnes terres arables ont déjà été récupérées, repoussant la forêt et les terres pastorales, en aggravant les conflits entre éleveurs et agriculteurs. En Côte d'Ivoire, l'industrie cacaoyère est tellement « dévoreuse d'espace » que la terre est devenue incapable de nourrir sa population. Le continent africain aurait perdu 650 000 km² de terres fertiles en 50 ans. Cette surface correspond approximativement, selon certaines estimations, aux nouvelles terres encore disponibles pour l'agriculture.

La vision productiviste a montré ses atouts : le Rwanda, avec la plus forte

densité du continent, est parvenu à un niveau d'intensification qui lui permet de nourrir sa population. Pour autant, la révolution verte a atteint ses limites, même s'il est encore possible d'améliorer les variétés semencières ou les gains obtenus par les engrais et de meilleures pratiques culturelles. L'idée d'une « révolution doublement verte », pour répondre aux enjeux climatiques, à la raréfaction des ressources et à la pression démographique, est développée : fumure organique, agroforesterie, diversification et couverture des cultures, cultures mixtes, collecte des eaux...

L'arbitrage entre les politiques de soutien à la production locale et la préférence aux importations est largement abordé, en relevant la façon dont les politiques vivent ce dilemme, la main droite (appui à la production céréalière) ignorant ce que fait la main gauche (délivrance de certificats d'importations). L'auteur souligne les nombreux leviers d'action qui sont à la portée des dirigeants africains pour déployer une multitude d'initiatives.

Cet ouvrage mérite d'être salué. Il sera utile à tous ceux qui veulent comprendre les fondamentaux et la grande variété de solutions sur un sujet essentiel : comment l'Afrique parviendra-t-elle à se nourrir ?

Philippe Ducroquet

CHINE, PUISSANCE AFRICAINE. GÉOPOLITIQUE DES RELATIONS SINO-AFRICAINES

Xavier Aurégan

Paris, Dunod, 2024, 272 pages

Le livre de Xavier Aurégan n'est ni l'œuvre d'un spécialiste des relations internationales, ni celle d'un technicien de l'économie, ni celle d'un prosélyte. L'auteur est avant tout un géographe (et un cartographe) : au lieu de parler sentencieusement de « la Chine » et de « l'Afrique », il privilégie une approche à partir d'« acteurs territorialisés » et peut ainsi entreprendre une déconstruction de l'essentialisation, qui est la méthode servant le plus souvent à l'analyse des présences chinoises dans 53 pays africains (donc Eswatini exclu, car reconnaissant Taïwan) à l'histoire et aux conjonctures sociale, économique et politique différentes.

Conséquence immédiate : l'illustration du propos par de multiples cartes permettant une vision nuancée et pertinente des activités chinoises. Conséquence plus profonde : un décentrement de l'analyse. En ne se plaçant pas du point de vue unilatéral chinois, il s'agit bien de basculer de l'examen des relations sino-africaines à celui des relations afro-chinoises, et partant de scruter dans quelle mesure les interventions chinoises en territoire africain font « l'objet d'appropriation, de déroutage et de déformation, voire de prévarication de la part des acteurs africains ».

Xavier Aurégan adopte un découpage chronologique des relations sino-africaines pour structurer son livre. D'abord de 1949 à 1993, période qui serait le premier temps sino-africain, marqué notamment par un soutien aux mouvements nationalistes. Puis, de

1993 à 2013, ce seraient les « Trente Glorieuses » de la Chine en Afrique, avec le développement intense des relations économiques et commerciales. Enfin, de 2013 à aujourd'hui, ce serait le temps de Xi Jinping et de la stratégie des Nouvelles Routes de la soie. Cette périodisation a un grand avantage : elle est vue d'Afrique et permet de baliser la manière dont les Africains ont ressenti les présences chinoises. En d'autres termes, elle incite à considérer que « la Chine n'est, d'une certaine manière, qu'un acteur parmi d'autres ». Cette observation est pertinente et précieuse. Toutefois, il est une autre périodisation, recoupant en partie la précédente et prenant davantage en compte le point de vue chinois, qui permettrait sans doute de mieux expliquer les motivations ayant poussé la Chine à devenir une « puissance africaine » – autour de la crise qui a résulté du massacre de Tian'anmen en juin 1989, puis de celle, de plus en plus aiguë, de son modèle de développement à partir du début des années 2000. Cette autre périodisation permettrait de mieux s'interroger sur les raisons qui ont poussé la Chine à se confronter à une altérité qu'elle a souvent autant de mal à accepter qu'à comprendre.

Cette remarque nous amène au dernier chapitre de cet ouvrage, « La Chine dans le laboratoire africain ». L'Afrique et ses 54 visages ont été, depuis les années 1960, le laboratoire où la Chine a testé ses stratégies, ses initiatives, en tous domaines. Mais ce serait aussi, pour Xavier Aurégan, le lieu où la Chine de Xi Jinping voudrait expérimenter l'exportation de son système de « gouvernance à caractéristiques chinoises », afin que puisse s'imposer une nouvelle ère sinisée de la mondialisation. La question à laquelle l'auteur ne peut aujourd'hui répondre est de savoir si l'agencéité africaine retrouvée qu'il

évoque servira de contre-feu, ou de boutefeux, à cette volonté chinoise de puissance.

Thierry Pairault

Asie

PAKISTAN: THE SEARCH FOR STABILITY

Maleeha Lodhi (dir.)

Londres, Hurst, 2024, 472 pages

Employer la notion de « polycrise » au sujet de la situation au Pakistan n'est pas usurpé. Maleeha Lodhi, qui pilote cet ouvrage après avoir été notamment la première femme à diriger les représentations diplomatiques pakistanaises à Washington, à Londres et aux Nations unies, l'utilise face à des crises convergentes qui se renforcent mutuellement, rendant leur résolution encore plus insoluble. Autant de défis politiques, économiques, sociétaux, environnementaux et diplomatiques à relever, explorés dans dix-neuf essais par des experts pakistanais, praticiens comme universitaires.

À peine le pays s'était-il laborieusement doté d'une constitution qu'il était confronté en 1958 à un coup d'État préfigurant une alternance entre directions militaires et retours à l'exercice d'une démocratie parlementaire s'appuyant sur une élite surtout soucieuse de la défense de ses intérêts, et aux marges de manœuvre limitées par l'*establishment*. Une situation résumée par le vocable de la « démocratie hybride », à laquelle est consacrée la première partie du livre.

L'économie, peu compétitive, a fait les frais des soubresauts de la vie politique, renvoyant à plus tard les changements structurels indispensables, tels la diversification de la base industrielle, l'accent à mettre sur les exportations ou la valorisation du secteur privé. Des faiblesses longtemps masquées par l'aide étrangère obtenue durant la guerre froide et les guerres en Afghanistan. La dépendance vis-à-vis des financements extérieurs perdue pour prévenir un défaut de paiement. Le résultat est que le pays stagne à un revenu intermédiaire de la tranche inférieure, peu susceptible de répondre aux attentes d'une population où deux individus sur trois, souvent faiblement éduqués, ont moins de trente ans.

Les femmes ont vu leur sort osciller entre mesures progressistes et retours en arrière, face à des gouvernants qui dans l'histoire ont souvent cédé aux injonctions des courants fondamentalistes. Une autre thématique abordée est la forte exposition au changement climatique du Pakistan, responsable pourtant de moins de 1 % des émissions de carbone.

La dernière partie de l'ouvrage revient sur les relations entretenues par Islamabad avec quatre pays impactant le plus la conduite de sa politique extérieure, à savoir la Chine, l'Inde, les États-Unis et l'Afghanistan. Pékin est le partenaire dont Islamabad ne peut se passer, d'autant qu'il faut faire le deuil d'une relation privilégiée avec Washington, dorénavant plus intéressé par l'Inde. Si la centralité du contentieux sur le Cachemire demeure, le rapport de force joue de moins en moins en faveur d'Islamabad face à la politique de puissance de New Delhi. Quant à l'Afghanistan, le retour des talibans au pouvoir,

espéré par certains, n'a en rien réduit la conflictualité des rapports.

Si le bilan ici dressé des 75 années d'existence du pays est tout sauf complaisant – il revient notamment sur les occasions manquées de placer le Pakistan sur une trajectoire susceptible d'en offrir une image plus positive –, les auteurs offrent pourtant des pistes qui pourraient permettre de redresser la barre. On peut seulement regretter que la question fédérale liée aux revendications ethno-nationalistes ne soit guère traitée. Cet ouvrage n'en reste pas moins une mine d'informations pour comprendre que la quête de stabilité du Pakistan constitue un enjeu dépassant amplement les frontières de ce pays.

Gilles Boquérat

Moyen-Orient et Monde arabe

GAZA, ANALYSE D'UNE TRAGÉDIE. CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN : L'URGENCE D'UNE SOLUTION POLITIQUE

Yves Aubin de la Messuzière
Paris, Hémisphères, 2024,
188 pages

La tragédie de Gaza a déjà fait l'objet de nombreux ouvrages, au nombre desquels ce livre d'Yves Aubin de la Messuzière, diplomate, fin connaisseur du Moyen-Orient. Il a eu l'occasion de rencontrer des personnalités du Hamas, à la suite notamment d'une mission de contact confiée par les autorités françaises.

Il propose ici une synthèse des événements à Gaza depuis le massacre du 7 octobre 2023, rappelle leur contexte et esquisse une possible solution politique.

Un des chapitres les plus intéressants est celui dans lequel l'auteur raconte cette mission discrète de contact avec le Hamas, révélée par un journaliste bien informé à la grande fureur du ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner. En 2008, au lendemain des élections démocratiques dont le Hamas est sorti vainqueur, le président de l'Autorité palestinienne nomme Premier ministre Ismaël Haniyeh. Sur pression d'Israël et des États-Unis, le mouvement est déclaré terroriste, et la rupture avec Mahmoud Abbas et le Fatah le conduit à se replier sur Gaza, dont il prend le contrôle. Bernard Kouchner, en accord avec l'Élysée, envoie l'auteur en mission de contact avec le Hamas. Il y rencontre l'état-major du mouvement, constate les divergences de vues entre ses dirigeants mais aussi l'amorce d'un processus de normalisation sous forme d'une intégration dans l'Organisation de libération de la Palestine. Il évoque auprès de ses interlocuteurs l'idée d'une modification de la charte du mouvement, qui nie l'existence d'Israël. À cette époque, des démarches similaires sont faites dans la discrétion tant du côté anglais qu'américain. Ce début de dialogue tourne court et, rétrospectivement, l'auteur se demande s'il n'y a pas eu là des occasions perdues.

Il est spécialement sévère pour la politique menée et par les États-Unis et par l'Europe, notamment la France, dénonçant la « faillite des diplomaties » alors que nombre de diplomates ne cessaient d'alerter sur le risque d'une « bombe à retardement ». Mais l'aveuglement règne aussi en Israël. Lors d'une conversation en 2013, au cours du

voyage en Israël du président Hollande, Yossi Cohen, futur chef du Mossad, lui déclare : « Il [le Hamas] ne prendra pas le risque de se lancer dans une aventure militaire contre Israël. »

Yves Aubin de La Messuzière estime qu'une solution politique, avec la création d'un État palestinien, est encore réalisable sur une base proche de celle évoquée à Camp David en juillet 2000, puis dans les « paramètres de Taba » début 2001. Encore faudrait-il que les États-Unis et l'Europe exercent des pressions suffisantes pouvant aller jusqu'aux sanctions. Il est clair que la situation sur le terrain, avec l'extension rapide des colonies dans les territoires occupés et le refus de principe de tout État palestinien par le gouvernement de Netanyahu, largement appuyé par une opinion publique israélienne traumatisée, laisse penser qu'une telle perspective est aléatoire, au moins à l'horizon prévisible. Un changement de gouvernement en Israël et une mobilisation de la communauté internationale permettront-ils une telle évolution ? L'auteur le pense.

Son livre dépasse la simple actualité pour se conclure par une réflexion sur la question palestinienne qui revient ainsi au centre de la politique internationale avec, comme effet indirect, le renforcement de la position hostile du Sud global à l'égard de l'Occident.

Denis Bauchard

GÉOPOLITIQUE DU HEZBOLLAH

Christophe Ayad

Paris, PUF, 2024, 216 pages

Depuis sa création en 1983, le Hezbollah libanais a fait l'objet d'une vaste littérature académique. Dans cet ouvrage

concis, le journaliste Christophe Ayad propose une synthèse qui, sans prétendre à l'exhaustivité, permet de faire le point sur un mouvement dont l'actualité récente nous rappelle la centralité au Moyen-Orient.

Ayad dévoile aux lecteurs les multiples facettes de cette organisation. Il nous rappelle d'abord que le Hezbollah est le produit de trois phénomènes : le « réveil » de la communauté chiite libanaise longtemps marginalisée politiquement et économiquement dans le Liban avant la guerre civile ; l'invasion israélienne du pays en 1982, suivie de la longue occupation du Sud-Liban par Tsahal jusqu'en 2000 ; enfin, l'exportation de la révolution islamique iranienne, ses leaders voyant dans l'apparition des milices chiites libanaises une opportunité d'étendre l'influence de Téhéran au Levant.

Dans ses premières années, le mouvement se réclame d'une idéologie islamiste qui prône l'imposition à Beyrouth de la théocratie à l'iranienne. Par ailleurs, il a recours à des pratiques terroristes tels l'enlèvement de ressortissants étrangers ou l'organisation d'attentats à la bombe (notamment contre les troupes américaines et françaises en 1983).

Toutefois, à l'issue de la guerre civile, le Hezbollah se transforme. Hassan Nasrallah, son secrétaire général à partir de 1992, enclenche une métamorphose du mouvement qui lui permet de rester au cœur de l'échiquier libanais : d'une part, le Hezbollah décide de rentrer dans le jeu politique de l'après-guerre civile à Beyrouth et abandonne son projet d'instauration d'une république islamique ; d'autre part, il consolide son assise sur le territoire libanais – de

simple milice, il devient une organisation paramilitaire sans pareille dans le pays. Ce revirement stratégique n'est qu'un début : Ayad décrit dans le détail comme le Hezbollah devient progressivement un acteur incontournable également à l'échelle régionale.

La guerre de juillet 2006, au cours de laquelle ses combattants tiennent tête à l'armée israélienne, consolide l'aura de Hassan Nasrallah dans le monde arabe. La décennie suivante, le groupe se retrouve à former les milices irakiennes ou encore les Houthis yéménites qui voient dans la trajectoire du Hezbollah un exemple à suivre. En Syrie, ses combattants assurent la défense du régime de Bachar Al-Assad. Ce faisant, le Hezbollah coordonne ses opérations avec les troupes syriennes et iraniennes, mais aussi avec l'aviation russe venue en aide à Assad.

Ayad revient également sur le rôle du Hezbollah dans la neutralisation de ses ennemis à Beyrouth. On ne compte plus le nombre d'intellectuels ou d'hommes politiques libanais qui, depuis vingt ans, ont péri dans des assassinats perpétrés par le Hezbollah.

Ce livre offre un panorama riche et nuancé de l'organisation : sans aucune complaisance, Ayad montre que le Hezbollah est à la fois une organisation prédatrice qui prolonge la faiblesse de l'État libanais, et un acteur qui bénéficie d'un véritable soutien populaire au sein de la communauté chiite.

Publié en mars 2024, l'ouvrage n'a pu intégrer les événements ultérieurs, mais on ne peut que recommander aux lecteurs cherchant à comprendre les origines de l'actuel conflit de se plonger dans l'ouvrage de Christophe Ayad.

Jean-Loup Samaan

ISRAËL, DE LA CRISE À LA TRAGÉDIE. JOURNAL DE L'ANNÉE 2023

Saul Friedländer

Paris, Grasset, 2024, 384 pages

« Depuis le 7 octobre, Israël n'est plus le même. » L'historien de la Shoah Saul Friedländer s'est attaché à décrire pendant une année, jour après jour, les méandres de la crise politique et sociale d'Israël, devenue tragédie sécuritaire après l'attaque meurtrière du Hamas à l'automne 2023.

L'ouvrage commence avec le retour au pouvoir du Likoud et à sa tête de Benjamin Netanyahu, soutenu par une alliance avec quatre partis religieux. Le Premier ministre entreprend alors une réforme judiciaire visant à affaiblir l'indépendance de la justice. Cette réforme est-elle simplement une manœuvre pour échapper aux accusations de corruption, de fraude et d'abus de confiance qui pèsent sur lui, ou marque-t-elle sa conversion aux thèses messianiques défendues par les membres les plus extrêmes de sa coalition, notamment Itamar Ben-Gvir, surnommé ici le « clown maléfique » ? Pour Saul Friedländer, cette réforme judiciaire a mis en lumière la profondeur des clivages de la société israélienne, non seulement entre religieux et libéraux, mais aussi entre juifs ashkénazes et *mizrahim* : « Israël était et reste une société complexe, une société de castes. » Il décrit également la forte résistance du peuple israélien, mobilisé pendant des semaines contre l'extrême droite au pouvoir.

Dans cette chronique personnelle de l'année 2023, véritable « cri du cœur », l'auteur revient sur son émigration en Israël en 1948 à bord de l'*Altalena*, éclaire la trajectoire politique du pays

depuis sa création, tout en commentant la vie politique américaine depuis la Californie où il vit actuellement. Partisan de la solution à deux États, il exprime sa crainte face à la tentation messianique qui anime certains en Israël pour réunir « les deux rives du Jourdain » et s'inquiète : « Israël est en passe de devenir une théocratie autoritaire, fondée sur l'apartheid, en quelque sorte un mélange de l'ancienne Afrique du Sud et de l'Iran contemporain. Deux groupes rivalisent pour y parvenir le plus rapidement possible : les colons et les ultraorthodoxes. »

Cette exploration de la vie politique israélienne au prisme de la lutte politique entre progressistes et religieux permet d'articuler la séquence de la réforme judiciaire à celle du 7 octobre et à l'opération militaire qui a suivi. L'auteur rappelle qu'en mars, le ministre de la Défense Yoav Gallant s'était inquiété de la dégradation de la sécurité d'Israël, due aux divisions internes provoquées par la polarisation extrême du pays. Benjamin Netanyahu avait alors tenté de le limoger, y renonçant en raison de la forte mobilisation populaire en soutien au ministre.

« Le drame en cours [...] aboutira soit à fêter la victoire de la démocratie, soit à admettre que le pays si dynamique dans lequel j'ai vécu et travaillé pendant des décennies est mort, remplacé par autre chose, par l'inacceptable. » Le 7 octobre n'a pas laissé aux Israéliens le temps de se décider. Un tiers du livre est consacré aux conséquences de l'attaque du Hamas et à l'analyse de l'échec de l'armée israélienne à l'empêcher. L'auteur s'alarme de la montée de l'antisémitisme en Europe et aux États-Unis, à mesure que l'offensive israélienne à Gaza entraîne son cortège de morts.

L'ouvrage est ainsi une plongée lucide et factuelle dans l'Israël contemporain, offrant à la fois une profondeur historique et une mise en perspective humaine des rêves du sionisme et de ses désillusions.

Amélie Férey

Russie

THE RUSSIAN WAY OF DETERRENCE: STRATEGIC CULTURE, COERCION, AND WAR

Dmitry (Dima) Adamsky
Redwood City, Stanford University
Press, 2024, 226 pages

La dissuasion était un domaine de recherche relativement nouveau pour l'armée russe post-soviétique. En quelques années, les théoriciens militaires ont néanmoins rattrapé leur retard en examinant la littérature occidentale produite sur le sujet durant la guerre froide. Dans une logique d'émulation, les stratégestes russes ont progressivement développé leur propre conception de la dissuasion.

Cette « dissuasion à la russe », dont les décideurs et experts occidentaux ont souvent une vision ethnocentrée, Adamsky lui consacre son nouvel ouvrage, en se fondant sur la littérature militaire russe et sur une approche mêlant théorie et culture stratégiques, deux piliers essentiels à la compréhension de la nature, des logiques et de la pratique de la dissuasion russe.

Les théoriciens russes ont principalement pensé la dissuasion à travers le concept de « dissuasion stratégique » (*strategičeskoe sderživanie*), qui prévoit l'intégration de toutes les capacités disponibles (nucléaires, non nucléaires et non militaires) pour un effort coercitif proactif dans de nombreux domaines, aux niveaux régional et mondial ainsi qu'à toutes les phases d'interaction avec l'adversaire. Bien que fondé sur les menaces, ce concept, situé « entre la guerre classique et la diplomatie traditionnelle », n'exclut pas l'emploi limité de la force et s'est affirmé comme « un des principaux outils » du Kremlin.

Pour mieux saisir son objet et ses spécificités, Adamsky passe de l'émiqque à l'étiqque en qualifiant cette conception de « théorie de la coercition », qui recouvre à la fois la dissuasion (contraindre un acteur à ne pas faire quelque chose) et la *compellence* (contraindre un acteur pour qu'il fasse ou cesse de faire quelque chose). L'originalité de la « dissuasion à la russe » s'explique d'abord et avant tout par la culture stratégique russe, en partie constituée de facteurs culturels (comme la pensée dialectico-holistique), conceptuels (comme le contrôle réflexif) et historiques (comme l'héritage des idées de Nikolai Ogarkov).

La culture stratégique a des effets dans la pratique, comme l'illustre la tendance des stratéqistes russes à surestimer la capacité de l'Occident à déchiffrer le signalement du Kremlin. En effet, le « style de coercition » de Moscou implique trois finalités différentes, ce qui contribue à brouiller sa réception : apprendre de l'ennemi, de soi-même et de l'environnement stratégique ; modifier les intentions et les capacités de l'ennemi ; et rivaliser en interne pour les ressources et l'influence. Le bilan

provisoire dressé par Adamsky de la coercition russe entre 2021 et 2022 est par ailleurs convaincant.

Des idées auraient certes mérité d'être plus étayées et nuancées, comme celles d'une « déconnexion traditionnelle en Russie » entre la théorie et la pratique, ou d'une communauté stratégique russe « plutôt efficace » dans son « analyse des renseignements ». En outre, l'identification d'éléments structurants de la culture stratégique russe que les élites militaires et politiques russes ont en partage aurait permis d'explorer davantage les liens entre la théorie et la pratique.

Il n'en demeure pas moins que ce travail est indispensable aux chercheurs intéressés par la théorie militaire russe, la culture stratégique et la dissuasion, ainsi qu'aux décideurs et aux praticiens désireux de mieux comprendre les autres ainsi qu'eux-mêmes. Tout effort de dissuasion devrait commencer par là.

Dimitri Minic

PROPAGANDE. L'ARME DE GUERRE DE VLADIMIR POUTINE

Elena Volochine

Paris, Autrement, 2024, 424 pages

Dans cet ouvrage vivant et imagé, le grand reporter Elena Volochine alterne théorie et pratique de terrains où l'idéologie est à l'origine de la plupart des conflits. De la Crimée à Sébastopol en passant par le Donbass, dix ans de vie et de conflits sont décrits de manière aussi réaliste que véridique. Deux vérités particulières émergent toutefois au long du récit.

L'auteure revient sur l'évolution de la pensée russe, qui depuis Staline est l'expression d'un patriotisme exacerbé. Une supra-réalité retrouvée en 1956 dans la *Russie nationale* de Ilyine, qui propose une vision binaire du monde où le bien et le mal s'opposent à la violence purificatrice. D'où l'importance du rôle de la propagande panslaviste appelant à combattre le mal par « la force de la vérité ». Une vérité conçue sur le ressenti national, la pensée étatique et l'appartenance à une idéologie caractérisée par l'esprit de libération et de justice du peuple, mais une vérité bâtie sur une éducation et des convictions ne laissant pas de place à l'instruction, au savoir, à la connaissance.

Or, si « la force est dans la vérité », Poutine comme Ilyine estime que les « petits peuples » n'ont pas de capacité de se constituer en État. Basée sur l'idée d'un État unique, la grande Russie fédérale ne peut donc accepter l'existence de régions autonomes. C'est pourquoi, fasciné par la tyrannie et le culte de Staline, le chef du Kremlin durcit sa propagande faisant du « nazisme » une « enveloppe discursive ». Le conflit ukrainien prend ainsi l'allure d'une guerre civilisationnelle de l'Occident contre la Russie, où les nationalistes ukrainiens, trahis, sont instrumentalisés par les « donneurs d'ordres » occidentaux.

La propagande devient alors un instrument de politique intérieure stigmatisant l'expansionnisme, l'aversion pour

la démocratie et la soif de conquête sans redouter la vérité historique. D'où la guerre sainte contre le nazisme qui justifie l'attaque du 24 février 2022 pour se défendre contre l'influence américaine en Ukraine. Mais Poutine a déjà réécrit l'histoire dans son manifeste de juillet 2021, « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens ». Son histoire romancée de la Grande Guerre patriotique renvoie à la *Falsification de l'histoire*, pamphlet publié par le bureau de la propagande de guerre soviétique, qui remettait en honneur des faux historiques pour standardiser l'historiographie, transformant ainsi la discipline en une sorte de *soft power* – pour combattre ce que Lavrov définit comme un « terrorisme informationnel » entraînant la fin de l'existence historique de la Russie. Le Kremlin se dresse donc contre cet Empire du mensonge que représente l'Occident, en vue de la sécurité et du bien-être des peuples, au nom du droit suprême et historique d'être la Russie. La guerre d'Ukraine traduit un combat pour la souveraineté et la justice à l'origine du monopole de la vérité légitime, fondement de la vision du monde russe.

Ce long reportage accompagne le lecteur à travers cette région périphérique – *l'oukraïna* –, où les mots se révèlent souvent aussi violents que les armes. Pamphlets, manifestes et discours se révèlent ici plus violents que la guerre.

Francesca Celi